

DLE ILE DE FRANCE

Société en Nom Collectif au capital de 50.000 Euros
Siège social : route de Davron
78450 CHAVENAY

487 737 728 RCS VERSAILLES

06 15 4 2



PROCES VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 MAI 2006

9296

L'an deux mil six,
et le quinze Mai à seize heures,
les associés de la Société en nom collectif «DLE ILE DE FRANCE» se sont réunis en Assemblée Générale
Extraordinaire, à Neuilly sur Marne (93330), 2 rue Hélène Boucher - chez la Société EIFFAGE TRAVAUX
PUBLICS, sur convocation de la Gérance.

06-15/5/06
PF - AU (suite à apport en nature)
et création de parts
99 (changement de nom de l'associé gérant)
15 (art 6 et 7)
99 approbation de statut d'apport
d'apport et grande d'écriture

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés Tors de leur entrée en séance.

Monsieur Jean GUENARD, représentant la Société EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS, préside l'Assemblée.

La feuille de présence certifiée exacte, fait apparaître que les associés présents possèdent ou représentent la
totalité du capital social et qu'en conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement
délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte, il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- . la feuille de présence,
- . le rapport de la Gérance,
- . le contrat d'apport,
- . le projet de résolutions soumises à l'Assemblée,
- . un exemplaire des statuts de la Société,
- . et tous les documents prescrits par la législation en vigueur.

Le Président déclare que les documents prévus par la législation sur les Sociétés Commerciales ont été adressés
ou mis à la disposition des Associés conformément aux dispositions légales, ce dont il lui est donné acte à
l'unanimité.

Le Président rappelle que l'Assemblée a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- . approbation d'un apport en nature, de son évaluation et de sa rémunération,
- . agrément d'un nouvel associé,
- . augmentation du capital social de 54.280 € résultant de cet apport et création de 2.714 parts de 20 € chacune,
- . constatation du changement de dénomination sociale de l'Associé Gérant,
- . modification des articles 6 et 7 des statuts,
- . pouvoir pour l'accomplissement des formalités légales.

Il est alors donné lecture du rapport de la Gérance.

Après cette lecture, le Président déclare la discussion ouverte.

Après un échange de vues et diverses observations, personne ne demandant plus la parole, les résolutions
suivantes sont mises aux voix :

Handwritten signature

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du projet du contrat d'apport d'une branche complète et autonome d'activité établi suivant acte en date du 15 Mai 2006 ainsi que la lecture du rapport de la Gérance, déclare approuver ce contrat et accepter l'apport, fait à la Société DLE ILE DE FRANCE par :

- la Société DLE, Société par Actions Simplifiée au capital de 4.200.000 euros dont le siège social est à NANTES (44300), 78 rue de la Garde immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 383 644 705,

des biens et droits que cette Société possède, qui sont décrits dans le contrat d'apport, et portant sur les fonds de commerce de travaux publics et réalisation de réseaux sis à :

- CHAVENAY (78450), route de Davron,
- ERAGNY SUR OISE (95617), PA Bellevues Bât.Minesota all Rosa Luxembourg, Cergy Pontoise.

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve l'évaluation de l'apport ci-dessus effectué dans le contrat d'apport et sa rémunération moyennant l'attribution à la Société Apporteuse de 2.714 parts sociales de 20 € de nominal.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'agréer en qualité de nouvel associé la Société DLE conformément à l'article 8 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

La Société DLE en sa qualité de nouvel associé entre en séance.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de cette approbation et de cette acceptation, décide d'augmenter le capital social de 54.280 € pour le porter à 104.280 € par la création de 2.714 parts nouvelles de 20 € de valeur nominale, attribuées à la Société Apporteuse en rémunération de son apport.

Les parts nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront, sous réserve de leur date de jouissance fixée au 1^{er} janvier 2006, assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de la Gérance, prend acte que la Société APPIA, Gérant et Associé, a changé de dénomination sociale en EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 – APPORTS

Paragraphe supplémentaire

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Mai 2006, le capital social a été augmenté de 54.280 € par la création de 2.714 parts nouvelles de 20 € de nominal, par voie d'apport en nature.



ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT QUATRE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS (104.280) EUROS.

Il est divisé en CINQ MILLE DEUX CENT QUATORZE (5.214) parts de VINGT (20) EUROS chacune et appartenant à chacun des associés dans la proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- *la SOCIETE EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS*
à concurrence de 2 499 parts
- *la SOCIETE BITUCHIMIE*
à concurrence de 1 part
- *la SOCIETE DLE*
à concurrence de 2 714 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social 5 214 parts

Le reste de l'article inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Enregistré à : SIE-SAINT GERMAIN EN LAYE NORD
 Le 19/05/2006 Bordereau n°2006/395 Case n°17
 Eregistrement : 375 e Pénalités :
 Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
 Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
 L'Agent

Ext 2192

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs à son Gérant, à l'effet de poursuivre la réalisation de l'opération d'apport et d'augmentation de capital, d'effectuer toutes les formalités requises par la loi et les règlements, de signer tous actes et pièces, de faire toutes déclarations et affirmations, de demander toutes garanties relatives aux biens et droits apportés, de mandater en tant que de besoin toute personne de son choix et, plus généralement, de faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à seize heures vingt-cinq.

Guillaume LECIERCQ
Agent des Impôts

Les Sociétés EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS
et DLE

La Société BITUCHIMIE

Jean GUENARD

Jean Claude LAHAYE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

DLE ILE DE FRANCE

Société en Nom Collectif au capital de 104.280 €

**Siège Social : route de Davron
78450 CHAVENAY**

STATUTS

LES SOUSSIGNES :**Société APPIA,**

Société par Actions Simplifiée au capital de 127 693 579 euros,
ayant son siège social à Issy-Les-Moulineaux (92130), 143 avenue de Verdun,

immatriculée sous le numéro 542 094 792,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre,

représentée par Monsieur Jean GUENARD, Président

DE PREMIERE PART,

Société BITUCHIMIE,

Société en Nom Collectif au capital de 240.000 euros,
ayant son siège social à Issy-Les-Moulineaux (92130), 143 avenue de Verdun,

immatriculée sous le numéro 326 144 482,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre,

représentée par Monsieur Jean-Claude LAHAYE, Gérant

DE DEUXIEME PART,

ont établi ainsi qu'il suit, les statuts d'une société en nom collectif devant exister entre eux :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société en nom collectif qui sera régie par les lois et décrets en vigueur et à venir, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : *DLE ILE DE FRANCE*

Elle sera portée sur tous les papiers et imprimés de la Société et devra être obligatoirement précédée ou suivie des mots "Société en nom collectif".

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet en France et dans tous pays :

- Les travaux publics et l'adduction d'eau potable.
- Tous travaux de voirie en zone urbaine ou rurale, comprenant notamment : la voirie urbaine, les canalisations d'eau potable, d'assainissement, de gaz, les égouts, les aménagements d'espaces verts (plantations ornementales, pelouses, abords de routes), les terrains de sport.
- Le génie civil.
- L'aménagement de terrains de culture : drainage, irrigation, captage, puisatiers, curage de fossés.

Et généralement, tous travaux de voirie et de réseaux divers (V.R.D.).

- La fabrication et la vente de produits en béton dits « préfabriqués » et les matériaux divers pour la construction.

Pour réaliser cet objet, la Société pourra :

- Créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements industriels ou commerciaux, toutes usines, tous chantiers et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels ;
- Obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays ;
- Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ;

Elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser directement ou indirectement, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet.

Elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

CHAVENAY (78450), route de Davron

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision prise à l'unanimité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années entières et consécutives qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation prise à l'unanimité des associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la société :

- la SOCIETE APPIA s'engage à apporter une somme en numéraire de.....	49 980 €
- la SOCIETE BITUCHIMIE s'engage à apporter une somme en numéraire de.....	20 €
Montant total des apports.....	50 000 €

Lesdites sommes seront versées dans la caisse sociale à première demande de la Gérance.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Mai 2006, le capital social a été augmenté de 54.280 € par la création de 2.714 parts nouvelles de 20 € de nominal par voie d'apport en nature.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT QUATRE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS (104.280) EUROS.

Il est divisé en CINQ MILLE DEUX CENT QUATORZE (5.214) parts de VINGT (20) EUROS chacune et appartenant à chacun des associés dans la proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- <i>la SOCIETE EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS</i> à concurrence de	2 499 parts
- <i>la SOCIETE BITUCHIMIE</i> à concurrence de	1 part
- <i>la SOCIETE DLE</i> à concurrence de	2 714 parts /
TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social	5 214 parts /

Les parts sociales ainsi attribuées ne donnent pas lieu à la création de titres. Le capital social peut être augmenté soit par suite de nouveaux apports en nature ou en espèces effectués par les associés soussignés ou par de nouveaux associés, soit par la capitalisation de réserves. Les augmentations de capital de quelque manière qu'elles soient faites, devront être adoptées par décision prise à l'unanimité des associés.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES - CESSION

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Elles ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de tous les associés.

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre, après publication au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 9 - GERANCE

La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, associées ou non, agissant en qualité de gérant et nommées par décision unanime des associés.

En l'absence de disposition contraire, le ou les gérants sont nommés pour la durée de la société.

La Gérance, agissant au nom de la Société, a pouvoir de passer seule tous actes entrant dans l'objet social.

Révocation :

La révocation du ou des gérants est prise par décision unanime des associés.

S'il s'agit d'associé gérant statuaire ou si tous les associés sont gérants, la révocation n'entraîne pas dissolution de la société. Le gérant révoqué, peut dans ce cas, décider de se retirer de la société en demandant le remboursement de ses droits sociaux.

Démission :

En cas de démission d'un ou des gérants comme en cas de décès, d'interdiction, de redressement ou liquidation judiciaire ou de toute autre cause le ou les obligeant à renoncer à la gérance, un ou des nouveaux gérants seront nommés à l'unanimité. Les pouvoirs de ce ou ces nouveaux gérants seront déterminés par la même assemblée et à l'unanimité.

ARTICLE 10 - AVANCE EN COMPTE-COURANT

Chaque associé pourra avec le consentement de ses co-associés, verser en compte-courant des sommes utiles à la société ou même laisser tout ou partie des bénéfices qui lui reviennent.

Ces sommes produiront des intérêts à un taux qui sera fixé par les associés.

La gérance pourra stipuler avec l'associé intéressé la date des remboursements anticipés à toute époque quand bon lui semblera.

ARTICLE 11 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

La Société doit désigner au moins un Commissaire aux comptes titulaire et suppléant lorsque les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont réunies.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

La réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation des comptes annuels et lorsqu'elle a été demandée par un associé par lettre recommandée adressée à la gérance.

Les Assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

L'Assemblée Générale est convoquée par la Gérance par lettre recommandée avec avis de réception quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés.

Elle se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

Dans tous les autres cas, la décision peut être prise par voie de consultation écrite sur l'invitation de la gérance. Celle-ci adresse aux associés par lettre recommandée son rapport et le texte de ses résolutions, les associés devant émettre leur vote par lettre recommandée dans un délai de quinze jours, l'absence d'une réponse étant considérée comme une abstention.

Les décisions collectives des associés adoptées en Assemblée ou par consultation écrite, devront être prises à l'unanimité.

Tout associé a la faculté de se faire représenter par un autre associé.

ARTICLE 13 - LIVRES ET REGISTRES

Les opérations de la société seront constatées sur des livres et registres tenus conformément à la loi et suivant les usages du commerce, sous la responsabilité et par les soins de la gérance.

Chaque associé aura le droit de procéder à toute vérification quand bon lui semblera et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit par la gérance.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 Décembre.

Le premier exercice se terminera le 31 décembre 2006.

ARTICLE 15 - COMPTES SOCIAUX

La gérance dresse à la fin de chaque exercice l'inventaire ainsi que le bilan, le compte de résultat et l'annexe et établit un rapport de gestion écrit sur l'activité et la situation de la société, le tout conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des résolutions sont soumis à l'approbation de l'assemblée des associés dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice. L'assemblée est convoquée par la gérance par lettre recommandée et statue sur les comptes dudit exercice à la majorité simple du capital social, par exception aux termes de l'article 12 ci-dessus.

ARTICLE 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le résultat net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits nets et d'autre part, l'ensemble des frais généraux et autres charges de la société, y compris les amortissements et les provisions.

Sous la condition résolutoire d'une décision contraire de l'assemblée générale ordinaire annuelle, le résultat de chaque exercice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales et affecté à leurs comptes courants, au jour de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 17 - TRANSFORMATION

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par décision collective des associés prise à l'unanimité sans que cette opération entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 18 - DISSOLUTION

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation.

Elle pourra être dissoute à tout moment par décision prise à l'unanimité des associés.

La Société ne sera pas dissoute par le décès, ou l'interdiction, ou la liquidation judiciaire ou amiable, ou l'incapacité de l'un des associés.

Dans ce cas, elle continuera entre les autres associés qui resteront propriétaires de tout l'avoir social, à charge d'indemniser l'associé exclu, ou ses ayants droits, de la valeur de ses droits dans la société, déterminés par voie d'expertise.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après publication au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers. La société est liquidée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par les associés. Les liquidateurs représentent la société, ils sont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ARTICLE 20 - PROPRIETE DU FONDS SOCIAL

La société étant seule propriétaire de son actif, les héritiers, représentants, ayants droits ou ayants cause et créanciers personnels d'un associé, ne pourront en aucun cas requérir l'apposition des scellés sur les biens sociaux ni prendre quelque mesure que ce soit pouvant entraver la marche normale de la société.

Lesdits héritiers, ayants droits, ayants cause et créanciers personnels seront tenus de s'en rapporter aux derniers inventaires et bilans arrêtés entre les associés.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre les associés, relativement aux affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

ARTICLE 22 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège social de la société, avec attribution de juridiction au Tribunal de Commerce de ce siège.

ARTICLE 23 - PUBLICITE

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes seront faites à la diligence et sous la responsabilité du ou des gérants avec faculté de se substituer tout mandataire de son choix.

En outre, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toutes formalités pouvant être accomplies par une personne autre que le ou les gérants.

ARTICLE 24 - FRAIS

Tous frais, droits et honoraires auxquels les présentes donneront lieu, seront portés au compte de frais généraux du premier exercice social.

ARTICLE 25 - ENGAGEMENTS CONTRACTES AU NOM DE LA SOCIETE

Les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes accomplis ou à accomplir, pour le compte de la société en formation et énoncés dans un état annexé aux présents statuts. En conséquence, la société reprendra purement et simplement les éventuels engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.